

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 25/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SONOPOL

ZI Sud - Le Haut des Clos

BP 10021

41100 Vendôme CEDEX

Références : 2022/956 - FI

Code AIOT : 0010006043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement SONOPOL implanté ZI Sud - Le Haut des Clos BP 10021 CEDEX 41100 Vendôme. L'inspection a été annoncée le 18/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la précédente visite d'inspection réalisée le 18/02/2019, il n'a pas été donné suite au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure qui avait été proposé afin que l'exploitant mette en oeuvre les mesures nécessaires au respect des prescriptions des articles 7.3.4.5 et 7.3.6 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2010. La vérification du respect de ces prescriptions fait l'objet des points de contrôles n°8 et 9 du présent rapport.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué ne pas avoir reçu la lettre de suites et le rapport qui ont été édités suite à la visite du 18/02/2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SONOPOL
- ZI Sud - Le Haut des Clos BP 10021 CEDEX 41100 Vendôme
- Code AIOT : 0010006043
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site SONOPOL de Vendôme réalise des opérations de thermolaquage pour des objets des secteurs d'activité maritime, transport, mobilier urbain, constructions métalliques, médical, habitat.

Les matières traitées sont l'acier, l'aluminium, les métaux traités à la galvanisation à chaud.

Il y a deux lignes de traitement de surfaces sur le site (tunnels d'aspersion), 3 chaînes de poudrage et une grenailluse automatique (tunnel). Les eaux usées de rinçage sont traitées sur site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection du 18/02/2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	NC9 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.3.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	NC5 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.3.1	/	Sans objet
6	NC6 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.3.1	/	Sans objet
7	NC7 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.3.12	/	Sans objet
8	NC8 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.3.4.5	/	Sans objet
10	NC10 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.1.1.1	/	Sans objet
11	NC11 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC1 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.1.3.1	/	Sans objet
2	NC2 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.2	/	Sans objet
3	NC3 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.1.4.2	/	Sans objet
4	NC4 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.3.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.1.3.1
Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constats du 18/02/2019 : L'exploitant a indiqué qu'il allait faire refaire rapidement les étiquettes des cuves de traitements et des réservoirs de la station de traitement des effluents. NC1 : Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages ne portent pas en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses (bains de traitement de surfaces, cuves de la station de traitement des effluents). Constats réalisés le 09/06/2022 : Les cuves contenant les produits de traitement pulvérisés dans les tunnels de phosphatation portent le nom des substances et préparation ainsi que les pictogrammes de danger. Les cuves de la station d'épuration recevant les effluents industriels, ainsi que les bidons de chlorure ferrique et de lessive de soude, portent le nom des substances et préparation mais pas les pictogrammes de danger lorsque cela est nécessaire. Transmission par l'exploitant des éléments de réponse par mail du 17/06/2022 : L'exploitant a transmis les photos permettant de vérifier que les cuves de la station d'épuration recevant les effluents industriels, ainsi que les bidons de chlorure ferrique et de lessive de soude, portent le nom des substances et préparation ainsi que les pictogrammes de danger.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : NC2 VI 18022019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées mensuellement et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 18/02/2019 : L'exploitant a expliqué que, précédemment, ce relevé était effectué tous les jours (ce que l'inspecteur a pu constater sur des relevés précédents), mais depuis que le local chaufferie, où est situé le compteur, est fermé à clef, l'employé chargé du relevé ne peut plus le réaliser. NC2 : La consommation d'eau n'est pas relevée mensuellement. Constats réalisés le 09/06/2022 : La consommation d'eau est relevée quotidiennement et reportée sur la fiche de suivi mensuel (36 433 m ³ relevés fin mai 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : NC3 VI 18022019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 8.1.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation spécifique TS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 18/02/2019 : NC3 : L'exploitant ne calcule pas annuellement la consommation spécifique en eau des installations de traitement de surfaces. Constats réalisés le 09/06/2022 : L'exploitant a présenté la fiche du calcul annuel pour la période se terminant en avril 2022 : La surface des pièces traitées annuellement dans les tunnels de phosphatation est calculée à partir de la quantité de peinture appliquée annuellement : le résultat est de 4,6 l/m ² (inférieur à la valeur limite à ne pas dépasser qui est de 8 l/m ²).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Ces valeurs sont applicables en sortie de station de traitement des effluents de l'installation de traitement de surface.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 18/02/2019 : Il est observé un dépassement en DCO sur les bordereaux SYPAC d'avril 2018 (379 mg/l) et de mai 2018 (315 mg/l). L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer les dépassements intervenus en 2018 pour la DCO. NC4 : Dépassement de la valeur limite d'émission du paramètre DCO sur le rejet des eaux industrielles. L'exploitant doit rechercher les causes des dépassements observés. Constats réalisés le 09/06/2022 : Pas de dépassement constaté pour les valeurs limites d'émission des paramètres à surveiller (Al, Fe, Ni, Zn, MES, DCO, HCT, P, pH et température) sur la période allant de janvier 2021 à mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt automatique des rejets d'eaux industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.
Constats : Les systèmes de contrôle en continu n'entraînent pas l'arrêt immédiat des rejets non conformes aux limites de pH.
Observations : Constat du 15/11/2016 : Un test avait été effectué sur la sonde de pH du canal de rejet de la station de détoxification, l'alarme sonore s'était immédiatement déclenchée et l'alimentation en effluents de la station s'était immédiatement stoppée. Pour autant, le rejet avait continué pendant environ 15 minutes, le temps que les cuves et canalisations se vidangent. Constat du 18/02/2019 : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'aucune modification n'avait été apportée au système de contrôle. L'exploitant a indiqué qu'il allait étudier la mise en place d'une électrovanne au niveau de l'évacuation des effluents de la station. NC5 : Les systèmes de contrôle en continu n'entraînent pas l'arrêt immédiat des rejets non conformes aux limites de pH. Constats réalisés le 09/06/2022 : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'aucune modification n'a été apportée au système de contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance des rejets d'eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] <u>Auto surveillance assurée par un laboratoire agréé</u> Une analyse annuelle est assurée par un laboratoire agréé et porte : <ul style="list-style-type: none"> • sur l'ensemble des paramètres réglementés par l'article 4.3.9 du présent arrêté, concernant les eaux résiduaires de la station après épuration, • sur les paramètres MES, DCO et HCT concernant les eaux pluviales (par temps de pluie). </p> <p><u>Dispositions générales</u> Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques, sur les paramètres MES, HCT et pH (cf. VLE prescrites à l'article 4.3.12 du présent arrêté (MES, HCT)et à l'article 4.3.12 du présent arrêté (pH)).</p> <p>Notamment, les contrôles de la qualité des eaux pluviales sont réalisés au niveau des points de rejet internes n°RI1 et n°RI2. [...]</p>
<p>Constats : L'analyse du paramètre DCO n'est pas réalisée annuellement sur le rejet d'eaux pluviales RI1 (Rejet Interne 1). L'analyse des paramètres MES, DCO et HCT n'est pas réalisée annuellement sur le rejet d'eaux pluviales RI2 (Rejet Interne 2).</p>
<p>Observations : Constat du 18/02/2019 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de contrôle des eaux pluviales. L'exploitant indique que la dernière mesure a été réalisée en septembre 2018. L'exploitant a indiqué qu'il transmettrait rapidement le dernier rapport de contrôle des eaux pluviales. NC6 : L'analyse de la DCO n'est pas réalisée annuellement sur les rejets d'eaux pluviales.</p> <p>Constats réalisés le 09/06/2022 : Rejet RI1 (Rejet Interne 1) : Le rapport d'analyse du 03/06/2021 édité par SYPAC (prélèvement du 01/06/2021) montre que les paramètres MES, HCT et pH ont été analysés mais pas le paramètre DCO. Rejet RI2 (Rejet Interne 2) : L'exploitant a indiqué ne pas avoir fait réaliser l'analyse annuelle sur ce rejet. L'exploitant a indiqué que les prélèvements et analyses des rejets RI1 et RI2 allait être réalisés au cours du mois de juin 2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.3.12									
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales									
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet									
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :</p> <p style="text-align: center;"><i>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° RE1</i></p> <table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th><th>Concentration instantanée (mg/l)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MEST</td><td><35</td></tr> <tr> <td>HCT</td><td><5</td></tr> <tr> <td>pH</td><td>Compris entre 5,5 et 8,5</td></tr> </tbody> </table> <p>Ces valeurs limites sont également applicables aux points de rejet interne n°RI1 et RI2.</p> [...]		Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)	MEST	<35	HCT	<5	pH	Compris entre 5,5 et 8,5
Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)								
MEST	<35								
HCT	<5								
pH	Compris entre 5,5 et 8,5								
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les valeurs limites d'émission des paramètres à surveiller (MES, HCT et pH) pour le point de rejet RI2 sont respectées.									
Observations : Constat du 18/02/2019 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de contrôle des eaux pluviales. L'exploitant indique que la dernière mesure a été réalisée en septembre 2018 et qu'il transmettrait rapidement le dernier rapport de contrôle des eaux pluviales. NC7 : Dépassement des MES sur le point de rejet RI2 (eaux pluviales). Constats réalisés le 09/06/2022 : L'exploitant n'a pas présenté de rapport d'analyses du rejet RI2 (eaux pluviales).									
Type de suites proposées : Susceptible de suites									
Proposition de suites : Sans objet									

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.3.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones de désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan à jour des zones de désenfumage précisant l'emplacement des commandes manuelles de désenfumage est affiché à proximité des commandes de désenfumage. Ces plans sont transmis aux services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant doit justifier que le plan représentant les zones de désenfumage et précisant l'emplacement des commandes manuelles de désenfumage est affiché à proximité des commandes manuelles des zones A, B, C, D, E, et G.
Observations : Constat du 18/02/2019 : Il a été constaté que des plans d'intervention référençant les différents éléments visés par la réglementation du travail (commandes de désenfumage, extincteurs,...) ont été positionnés au sein de l'établissement. Cependant, aucun plan des zones de désenfumage précisant l'emplacement des commandes manuelles n'a été observé. NC8 : Le plan des zones de désenfumage précisant l'emplacement des commandes manuelles n'est pas affiché à proximité des commandes de désenfumage. Constats réalisés le 09/06/2022 : Le plan d'intervention affiché à proximité des commandes de désenfumage fait apparaître l'emplacement des commandes manuelles de désenfumage mais ne précise pas les zones de désenfumage. Par ailleurs, concernant le boîtier de commande manuelle de désenfumage de la zone F : - le test de la commande manuelle de désenfumage s'est correctement déroulé (ouverture du dispositif de désenfumage attribué à cette zone) ; - les étiquettes présentes sur ce boîtier permettent de constater qu'il a été vérifié en janvier 2022 par la société SICLI. Transmission par l'exploitant des éléments de réponse par mail du 17/06/2022 : L'exploitant a mis à jour le plan d'intervention qui précise l'emplacement des commandes manuelles de désenfumage et qui, dorénavant, fait apparaître les zones de désenfumage. L'exploitant a transmis la photo permettant de vérifier que le plan mis à jour est affiché à côté de la commande de désenfumage de la zone F. L'exploitant doit justifier que le plan représentant les zones de désenfumage et précisant l'emplacement des commandes manuelles de désenfumage est affiché à proximité des commandes manuelles des zones A, B, C, D, E, et G. Le plan mis à jour a été transmis au service du SDIS 41 par mail du 17/06/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'une analyse du risque foudre (ARF) réalisée par un organisme compétent. Cette analyse identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens de l'article 512-33 du Code de l'Environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données de l'ARF.</p> <p>L'exploitant fait réaliser par un organisme compétent les études techniques et les travaux de mise en conformité éventuels identifiés dans l'ARF au plus tard pour le 31 décembre 2011. Dans le cas où l'ARF est mise à jour, l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue des études techniques au plus tard deux ans après l'élaboration de l'ARF, à l'exception des nouvelles installations pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Constats : Les travaux de mise en conformité des moyens de protection contre la foudre n'ont pas été réalisés.</p>
<p>Observations : Constat du 18/02/2019 : l'exploitant a présenté le rapport d'étude technique foudre réalisé par la société DEKRA (rapport n° B2328112-1301) de décembre 2013. Ce rapport conclut que des travaux de mise en conformité sont nécessaires. L'exploitant indique qu'il va prendre rapidement contact avec un installateur pour faire réaliser les travaux nécessaires. NC9 : Les travaux de mise en conformité des moyens de protection contre la foudre n'ont pas été réalisés.</p> <p>Constats réalisés le 09/06/2022 : L'exploitant a indiqué que les travaux de mise en conformité des moyens de protection contre la foudre n'ont pas été réalisés du fait notamment de la crise COVID et qu'ils seront réalisés d'ici fin décembre 2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 9.2.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques des installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés à l'article 3.2.3.1 du présent arrêté est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans, sur les rejets au niveau des conduits n°3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 répertoriés à l'article 3.2.3.2 du présent arrêté.</p> <p>Constats : L'exploitant doit justifier qu'une mesure des paramètres SOx et poussières dans les rejets atmosphériques des installations de combustions soumises au titre de la rubrique 2940 a été réalisée au cours des trois dernières années.</p>
<p>Observations : Constat du 18/02/2019 : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les tickets résultant du contrôle des installations de combustion. Ceux-ci font apparaître des résultats en mg/m³ pour les NOx. Mais aucun résultat pour les SOx et les poussières. NC10 : Absence de contrôle des effluents des installations de combustion sur l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 août 2010.</p> <p>Constats réalisés le 09/06/2022 : Les mêmes constats que lors de la visite d'inspection du 18/02/2019 ont été réalisés : l'exploitant a présenté les tickets résultant du contrôle du 05/03/2022 par la société SDI Services des installations de combustion. Ceux-ci font apparaître des résultats en mg/m³ pour les NOx. L'exploitant n'a pas pu justifier qu'une mesure des paramètres SOx et poussières a été réalisée au cours des trois dernières années dans les rejets atmosphériques des installations de combustions soumises au titre de la rubrique 2940.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques, compteurs...), les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p>
<p>Constats : L'exploitant doit faire apparaître sur les divers plans (alimentation en eau, collecte des effluents aqueux) tous les éléments précisés à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2010.</p>
<p>Observations :</p> <p>Constat du 18/02/2019 :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des réseaux d'eaux du site.</p> <p>L'exploitant a indiqué que dans le cadre du projet d'extension, un nouveau plan serait réalisé.</p> <p>NC11 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts du site.</p> <p>Le plan des réseaux d'eaux du site ne fait pas apparaître les réseaux à l'extérieur des bâtiments.</p> <p>Constats réalisés le 09/06/2022 :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan des réseaux de collecte mais celui-ci ne fait pas apparaître certains des éléments attendus.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet